

Business, anticommunisme et néolibéralisme : réseaux transatlantiques durant la Guerre froide

En 2018, onze think tanks des deux côtés de l'Atlantique se sont réunis pour mettre sur pied un manifeste appelant à conclure un accord de libre-échange entre les États-Unis et la Grande-Bretagne¹. L'idée de ces groupes anglais et américains était de profiter du *Brexit*, et donc de la fin de quatre décennies durant lesquelles la Grande-Bretagne aurait « cédé à l'Union européenne son autonomie de déterminer sa politique commerciale », pour proposer un accord qui devrait être « idéal » aux yeux des adeptes du libre marché et ouvrir des secteurs comme la santé ou l'éducation à la concurrence étrangère². Cette collaboration s'inscrit ainsi dans un réseau transatlantique qui, par le biais des think tanks parties prenantes³, réunit des membres et des élus de différents partis politiques, des chefs d'entreprises et des chercheurs scientifiques, autour de certaines idées partagées : promouvoir la liberté individuelle et le libre marché tout en limitant le niveau général d'imposition ainsi que les prérogatives des gouvernements. Le qualificatif donné à ce projet politique diffère des deux côtés de l'Atlantique. Alors que *free-market* et « conservateur » sont des appellations qui font consensus au sein des onze think tanks, les groupes américains optent davantage pour l'étiquette de « *libertarian* », alors que les Européens préfèrent généralement celle de « néo-libéral »⁴.

1. Daniel Ikenson [Cato Institute], Simon Lester [Cato Institute] et Daniel Hannan [Initiative for Free Trade] (eds), « The Ideal U.S.-U.K. Free Trade Agreement. A Free Trader's Perspective », Washington DC, Cato Institute, 2018. Le rapport est disponible sur le site de Cato :

<https://object.cato.org/sites/cato.org/files/pubs/pdf/ideal-us-uk-free-trade-agreement-executive-summary-update.pdf>, téléchargé le 24 juin 2019.

2. « The Ideal... », préambule, p. 7.

3. Dirigé par le Cato Institute, le projet réunit les groupes britanniques Initiative for Free Trade, Adam Smith Institute, Centre for Policy Studies, Institute for Economic Affairs, Politeia, et le groupes américains American Enterprise Institute, Competitive Enterprise Institute, Manhattan Institute, Mercatus Center, The Heritage Foundation.

4. Le Cato Institute américain proclame : « *Our vision is to create free, open, and civil societies founded on libertarian principles* »: <https://www.cato.org/mission>, alors que le site de l'Adam Smith Institute britannique postule : « *we work to promote neoliberal and free market ideas through research, publishing, media commentary, and educational programs* »: <https://www.adamsmith.org/>, consultés le 24 juin 2019.

Sept de ces onze groupes qui ont participé à cette collaboration transatlantique en 2018 ont été fondés durant les années 1970, l'American Enterprise Institute et l'Institute for Economic Affairs existant respectivement dès 1938 et 1955. Durant cette période qualifiée par certains auteurs de « tournant conservateur⁵ », ces think tanks appartiennent déjà à des réseaux tissés entre États-Unis et le vieux continent ; au cœur de leur projet politique, Friedrich A. von Hayek est leur référent commun, lui-même acteur transatlantique central. Ainsi que l'a récemment écrit Quinn Slobodian, Hayek fonctionne comme une sorte de « signifiant circulant librement⁶ ». Ainsi, l'Institute for Economic Affairs britannique collabore étroitement avec l'économiste anglo-autrichien et édite, en 1972, un livre reprenant les écrits de Hayek sur la théorie économique keynésienne⁷. L'American Enterprise Institute publie en 1975 et 1978 de longs entretiens avec Hayek⁸, et ce dernier collabore régulièrement avec le Adam Smith Institute britannique et le Cato Institute américain, dont il était même un associé principal. Le Manhattan Institute, fondé en 1977, accorde chaque année un Hayek Book Prize d'un montant de 50 000 dollars⁹, tandis que le Mercatus Center américain (1980) organise un *F. A. Hayek Program for Advanced Study in Philosophy, Politics, and Economics*¹⁰.

La circulation des idées de Hayek entre les États-Unis et l'Europe occidentale démontre que l'économiste fait partie de réseaux principalement mis en place durant les années 1970, mais qui restent fonctionnels aujourd'hui, comme le démontre la collaboration autour du manifeste « L'accord idéal de libre-échange US-RU ». Cet exemple illustre ainsi l'importance des différents types de réseaux entre scientifiques, personnalités politiques et hommes d'affaires américains et européens ainsi que la difficulté de les circonscrire et d'en dresser une cartographie exacte. On pourrait parler de “nébuleuse” – un concept utilisé par Christian Topalov¹¹ – pour désigner ces individus, institutions et groupements, inscrits au sein de réseaux reliant les deux rives de l'Atlantique.

5. Notamment : Mark S. Mizruchi, *The Fracturing of the American Corporate Elite*, Cambridge, MA, Londres, Harvard University Press, 2013, p. 148 ; Benjamin Waterhouse, *Lobbying America: The Politics of Business from Nixon to Nafra*, Princeton, Princeton University Press, 2014, p. 7.

6. « *Free floating signifier* » : Quinn Slobodian, *Globalists. The End of Empire and the Birth of Neoliberalism*, Cambridge MA, Harvard University Press, 2018, p. 5.

7. Friedrich Hayek, « A Tiger by the Tail. The Keynesian Legacy of Inflation », Compiled by Shuda R. Shenoy, Londres, Institute for Economic Affairs, 1972.

8. « A Discussion with Friedrich von Hayek, Held at the American Enterprise Institute, 9 April 1975 », Washington DC, American Enterprise Institute, 1975; « A Conversation with Friedrich von Hayek, Science and Socialism, held on February 9, 1978 », Washington DC, American Enterprise Institute, 1978.

9. Site Web du Manhattan Institute : <https://www.manhattan-institute.org/events/lecture-series/548>, consulté le 19 septembre 2019.

10. Ce programme est publié sur le site du Mercatus Center, <https://ppe.mercatus.org/about-fa-hayek-program>, consulté le 19 septembre 2019.

11. Christian Topalov, *Laboratoires du Nouveau Siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999.

QUELQUES RÉFLEXIONS HISTORIOGRAPHIQUES

Dans le champ des relations internationales, l'étude des rapports entre les États-Unis et l'Europe après 1945 s'est développée selon différentes approches. On peut distinguer d'abord une perspective politique et diplomatique relativement classique, analysant la nouvelle configuration géopolitique de l'après-guerre par le biais notamment de l'implication américaine dans la reconstruction des économies européennes et des enjeux de défense et de sécurité. Les travaux portant sur les politiques étrangères des pays concernés ont été complétés par une approche multilatérale autour de la construction européenne, des grandes organisations internationales de l'après-guerre ou encore de l'histoire de la décolonisation.

Centrés plus spécifiquement sur la politique des États et de leurs principales administrations, ces recherches se sont élargies depuis la fin des années 1980 à toute une réflexion sur l'américanisation du continent européen. Celle-ci a pour objet l'analyse de la présence physique, mais aussi symbolique des États-Unis hors de leurs frontières nationales. Mobilisant largement le concept d'acculturation, ces travaux se sont intéressés aussi bien à l'influence américaine sur les formes d'organisation économique, à l'exportation en Europe de biens mais aussi de valeurs caractéristiques de la société de consommation et de la culture de masse, tout en analysant les modalités de diffusion de certaines expressions médiatiques et courants esthétiques et culturels¹². Par rapport à la démarche précédente, le spectre des objets traités s'est élargi alors qu'une attention fine a été portée aux acteurs, et notamment aux intermédiaires multiples, actifs dans ces échanges.

Par rapport à une grille d'analyse souvent assez étroitement diffusionniste, une nouvelle génération de chercheurs et chercheuses a mis l'accent sur les mécanismes d'appropriation mais aussi de résistance vis-à-vis de l'influence américaine ; par ailleurs, le recours à la notion plus large de transferts culturels a permis de montrer que ces influences, loin de s'exercer unilatéralement d'ouest en est, sont partie prenante de processus transnationaux au sein desquels les pays européens ne sont pas seulement des récepteurs mais aussi des acteurs très dynamiques¹³.

12. Entre autres : Volker R. Berghahn, *The Americanisation of West German Industry 1945-1973*, Francfort-sur-le-Main, Berg Publishers, 1986 ; Richard F. Kuisel, *Seducing the French. The Dilemma of Americanization*, Berkeley, University of California Press, 1993 ; Ludovic Tournès, « L'américanisation de la culture française ou la rencontre d'un modèle conquérant et d'un pays au seuil de la modernité », *Historiens/Géographes*, n° 358, juillet-août 1997, p. 65-79 ; Daniel T. Rodgers, *Atlantic Crossings. Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Harvard University Press, 1998 ; Marie-Laure Djelic, *Exporting the American Model. The Postwar Transformation of European Business*, New York, Oxford University Press, 2001 [1998] ; Robert W. Rydell, Rob Kroes, *Buffalo Bill in Bologna. The Americanization of the World, 1869-1922*, Chicago, The University of Chicago Press, 2005 ; David J. Ellwood, *The Shock of America. Europe and the Challenge of the Century*, Oxford University Press, 2012.

13. Notamment : Victoria de Grazia, *Irresistible Empire. America's Advance through Twentieth-Century Europe*, Cambridge, Belknap Press, 2005 ; Philip Mirowski, Dieter Plehwe (eds), *The Road from Mont Pelerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Harvard, Harvard University Press, 2015 [2009] ; Ludovic Tournès (dir.), *L'Argent de l'influence. Les Fondations Américaines et leurs réseaux européens*, Paris, Éditions Autrement, coll. « Mémoires/Culture », n° 156, 2010.

LES RÉSEAUX DANS LES RELATIONS TRANSATLANTIQUES

Les articles réunis dans ce numéro 180 et bientôt dans le numéro 181 de *Relations internationales* entendent poursuivre les réflexions sur ces transferts transatlantiques. Ils sont issus du colloque annuel de la revue qui s'est tenu à l'université de Lausanne les 20 et 21 juin 2019 sous le thème : « Les États-Unis et l'Europe depuis 1945 : réseaux économiques, philanthropiques et scientifiques¹⁴. » C'est ainsi la notion de réseau que les quatorze contributions reprennent comme focale d'analyse. Cette notion permet de saisir les relations interpersonnelles entre différents groupes sociaux qui cherchent à agir collectivement pour poursuivre certains objectifs partagés. Les réseaux sociaux désignent ainsi « un ensemble de relations entre un ensemble d'acteurs », et ils sont organisés, quoique de manière moins rigide et hiérarchique que ne le sont par exemple les relations diplomatiques¹⁵. Les réseaux sont au centre de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la Guerre froide. Ainsi, les réseaux culturels anticomunistes qui étaient clandestinement financés par la CIA étaient au cœur du livre, aujourd'hui classique, de Frances Stonor Saunders, paru en 1999, tandis que l'ouvrage collectif *Transnational Anti-communism and the Cold War. Agents, Activities and Networks* retrace les mécanismes de différents réseaux culturels et politiques anticomunistes¹⁶.

Les contributions réunies dans ces deux volumes mettent le concept de réseau au service d'une analyse des relations entre les États-Unis et l'Europe depuis 1945. À ce titre, trois catégories de réseaux ont été privilégiées : ceux des affaires, de la philanthropie et des sciences. Ces trois types de réseaux sont toutefois analysés dans leur interdépendance, en mettant en lumière les multiples liens tissés entre eux. Exploitant des fonds documentaires largement inédits, les auteurs présentent des recherches empiriques réellement novatrices, couvrant des vastes sphères géographiques en Europe et étudiant une période allant du premier après-guerre au XXI^e siècle. Nous pouvons répartir les contributions en trois groupes, qui éclairent chacun un axe particulier de ces réseaux transatlantiques. Le premier est formé d'articles qui se consacrent à l'interface entre réseaux philanthropiques et réseaux scientifiques dans les relations entre

14. Colloque organisé avec l'éroite collaboration de Laurence Badel et de Laurent Cesari. Nous tenons à les remercier chaleureusement pour leur très précieux concours et nos stimulants échanges. Notre gratitude va aussi à Ludovic Iberg pour son aide efficace pour l'organisation pratique de ces journées.

15. Michel Forsé, « Définir et analyser les réseaux sociaux. Les enjeux de l'analyse structurale », *Informations sociales*, 2008/3 (n° 147), p. 10-19, citation p. 10. Pour une discussion sur l'outil de « l'analyse de réseaux » en histoire, qui n'est toutefois pas au centre de notre démarche : Claire Lemercier, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2005/2, p. 88-112.

16. Frances Stonor Saunders, *Who Paid the Piper? CIA and the Cultural Cold War*, Londres, Granta Books, 1999 ; Luc van Dongen, Stéphanie Roulin et Giles Scott-Smith (eds), *Transnational Anti-Communism and the Cold War: Agents, Activities, and Networks*, Hounds-mills, Basingstoke, Hampshire, New York, Palgrave Macmillan, 2014.

les États-Unis et l'Europe. Un deuxième ensemble de textes se penche sur les interdépendances entre réseaux philanthropiques et/ou scientifiques et réseaux d'affaires. Enfin, un dernier groupe de contributions aborde la thématique de l'interaction des réseaux du *business* avec les relations diplomatiques officielles entre Washington et les capitales européennes.

L'INTERFACE ENTRE RÉSEAUX PHILANTHROPIQUES ET RÉSEAUX SCIENTIFIQUES

Quatre contributions examinent des réseaux à l'interface entre les champs scientifique et philanthropique. À cet égard, le contexte de la Guerre froide a été déterminant dans la création, ou parfois la reconfiguration d'une série d'institutions scientifiques et académiques portées par des réseaux transatlantiques. Ces institutions et les acteurs qui y enseignent sont souvent financés et soutenus par des grandes fondations philanthropiques américaines, telles que les Fondations Carnegie, Rockefeller et Ford, ou encore par le réseau Open Society Foundations (OSF) de George Soros.

L'une de ces institutions, le Collège de l'Europe libre, est analysée par Veronika Durin-Horniyik. Il est créé en 1951 dans la banlieue de Strasbourg par le National Committee for a Free Europe, une organisation anticomuniste secrètement financée par la toute nouvelle Central Intelligence Agency (CIA). Le but du Collège était d'instruire des exilés du bloc soviétique pour former de futurs cadres en cas d'effondrement des régimes des pays de l'Est. L'auteure montre comment ce projet émerge dans des réseaux d'intellectuels européens et américains et se voit rapidement intégré dans la politique de guerre psychologique mise en place par la Maison Blanche. À travers un système de bourses d'études destinées aux jeunes réfugiés et la mise en place d'un programme éducatif annuel, le Collège contribua, jusqu'à sa fermeture en 1958, à développer des liens académiques transatlantiques et intra-européens, tout en nouant des relations étroites avec son hôte.

Le Collège de la bonne route est une autre institution qui s'inscrit dans la croisade idéologique de Guerre froide et qui fait l'objet de la contribution de Cyril Michaud. Cette université privée est mise en place en 1949 à la fois en Suisse et en Grande-Bretagne, puis l'année suivante à Los Angeles, par un mouvement d'inspiration religieuse, Le Réarmement moral, fondé en 1921. Plusieurs centaines d'étudiantes et étudiants sont ainsi formées pour faire barrage au communisme *via* la promotion de valeurs morales et chrétiennes. Son activité repose sur le soutien d'une large constellation d'élites internationales participant d'une forme de globalisation du mouvement anticomuniste dans les années d'après-guerre.

Pour comprendre le fonctionnement de ces réseaux scientifiques transatlantiques, il est important de ne pas limiter notre attention aux

institutions, mais également de retracer le rôle d'intermédiaires stratégiques joué par certaines figures. Clemens Heller est l'un de ces acteurs, qualifié de « personnalité faite institution » par Patrick Fridenson qui analyse son rôle de passeur dans le domaine des sciences sociales entre États-Unis et Europe. Formé en histoire économique à l'université de Harvard, Heller participe en 1947 à l'établissement du Séminaire de Salzbourg, qui devient une institution située au cœur des réseaux scientifiques américano-européens. Il aide également à l'établissement de la Maison des sciences de l'homme à Paris et devient l'un des principaux interlocuteurs des Fondations Ford et Rockefeller en Europe.

Une autre personnalité-clé au sein des réseaux philanthropiques et scientifiques transatlantiques est le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros. Dans son article, Svetlana Dimitrova explore comment le philanthrope crée en 1979 le réseau de fondations OSF, qui commence à soutenir, quelques années plus tard, différents projets philanthropiques en Europe de l'Est. Après la chute du Mur, l'OSF crée l'université d'Europe centrale (CEU) dont le site principal se trouve à Budapest. Celle-ci se caractérise par une évolution paradoxale au tournant des XX^e et XXI^e siècles : d'une institution américaine en Europe de l'Est, elle devient une université cosmopolite au sein de l'Union européenne. L'auteure souligne l'inspiration que représente Karl Popper pour Soros, notamment l'idéal développé par le philosophe britannique d'une « société ouverte », fondée sur la liberté et les droits de l'Homme, et opposée aux sociétés totalitaires.

INTERDÉPENDANCES ENTRE RÉSEAUX PHILANTHROPIQUES, SCIENTIFIQUES ET RÉSEAUX D'AFFAIRES

On retrouve Karl Popper comme membre de la Société du Mont-Pèlerin (SMP), institution étudiée par le premier des quatre articles qui se penchent sur les réseaux scientifiques et philanthropiques et leurs recoulements avec le monde des affaires. Régine Perron analyse en effet les influences de cette société savante sur les politiques monétaires et économiques adoptées par les États-Unis durant les années 1970. La SMP avait été créée en Suisse en 1947, avec le soutien appuyé des milieux patronaux américains et européens. Sur la base des archives de la Société, l'auteure analyse comment ses membres diffusent leurs idées au sein de la Maison Blanche, notamment concernant la lutte contre l'inflation, jugée prioritaire dans la pensée néolibérale. Ils s'appuient en effet sur leurs multiples contacts dans le milieu des affaires, les réseaux intellectuels, les partis politiques, et même au sein du gouvernement de Richard Nixon.

Béatrice Joyeux-Prunel revisite, quant à elle, le rôle des réseaux philanthropiques dans la propagande artistique des États-Unis. À l'encontre de l'historiographie dominante qui veut voir les philanthropes américains

comme les acteurs du triomphe de l'art de leur pays après 1945, elle met en lumière le fait que ceux-ci, et notamment les Rockefeller, ne se mirent à soutenir ses avant-gardes que tardivement, et cela principalement en vue de redorer leur blason face aux récriminations de plus en plus vives dénonçant l'impact des crédits du Plan Marshall sur l'enrichissement des industriels du pétrole. Paradoxalement, dans les années 1960, au moment où le MoMA commence à encourager un art critique qui vise à répondre au succès du Pop'Art, une exposition de l'artiste ouest-allemand Hans Haacke, venu aux États-Unis grâce à une bourse Fulbright, suscite le scandale en dénonçant, en pleine campagne électorale, la collusion entre les milieux d'affaires, le monde politique, philanthropique et artistique.

Outre le monde de l'art, les milieux patronaux investissent les sphères religieuses et en particulier Le Réarmement moral, mentionné plus haut. Dans sa contribution, Audrey Bonvin met en lumière l'existence d'un groupe patronal créé en 1986 dans le Caux-Palace sur les hauteurs de Montreux et rassemblant des dirigeants européens, américains et japonais. Sous le nom de Caux Round Table (CRT), ce groupe informel vise à promouvoir le management éthique et un « capitalisme moral », en s'appuyant sur une longue tradition de conférences industrielles organisées dès les années 1950 par Le Réarmement moral. Les réseaux qui se rencontrent au CRT se situent ainsi au croisement des milieux d'affaires et des mouvements religieux et philanthropiques et nouent des contacts multiples entre les États-Unis et l'Europe.

L'article de Rob Kroes s'intéresse pour sa part aux médias de masse et à leur rapport à la réalité et son simulacre, en particulier depuis l'élection de Donald Trump à la présidence. Dans cette perspective, il met en avant le phénomène de la télé-réalité dont Trump fut par ailleurs un protagoniste avant d'accéder à la Maison Blanche en 2017. Plus globalement, l'auteur montre comment certains groupes s'appuient sur les nouvelles techniques de la communication de masse à des fins de manipulation politique, *via* le ciblage de publics spécifiques lors d'élections ou de votations ou la reconfiguration de théories complotistes ayant par exemple pour cible George Soros et ses projets philanthropiques dans les États anciennement sous l'emprise soviétique.

RÉSEAUX DES AFFAIRES ET COURANT DIPLOMATIQUE

Il ne fait aucun doute que les réseaux des affaires ont accompagné et influencé les échanges officiels entre gouvernements européens et Washington. Cette influence a pris plusieurs formes. D'une part, l'offensive économique américaine en direction de l'Europe qui s'est organisée dès les derniers mois de la Deuxième Guerre mondiale s'est appuyée sur l'existence de liens préalables entre des chefs d'entreprises des deux côtés de l'Atlantique. Ainsi, Clotilde Druelle-Korn montre comment les

patrons français sont entrés en relation avec les dirigeants économiques américains, rassemblés notamment au sein de la Chambre de commerce internationale (CCI) à Paris dès 1944, pour tenter de marquer de leur empreinte la forme prise par la reprise des échanges entre les deux pays, bientôt soutenue par les fonds publics du Plan Marshall. Gaetano La Nave s'intéresse également au rôle des dirigeants économiques européens dans cette reconfiguration des relations commerciales et industrielles, encouragée et financée par Washington. Il montre en particulier comment l'entreprise automobile italienne FIAT use des canaux diplomatiques pour favoriser ses intérêts propres. Ainsi, entre 1947 et 1963, le directeur de la firme, Vittorio Valletta, voyage aux États-Unis à plusieurs reprises : chargé par le gouvernement italien de différentes missions officielles en matière économique, il profite de ses contacts avec la Maison Blanche et de ses liens avec de nombreux industriels et banquiers américains pour faire avancer les besoins de financement et d'approvisionnement de son entreprise.

Le manque de frontière claire entre la défense des intérêts particuliers d'entreprises nationales et les projets politiques des représentants gouvernementaux est également illustré dans l'étude de cas présentée par Gérald Arboit. Cet auteur montre comment, à la fin des années 1950, un projet supervisé par le prince Charles de Luxembourg pour favoriser les investissements de firmes américaines dans le Grand-Duché et débouchant sur l'installation de plusieurs entreprises, sert au même temps de couverture pour des programmes clandestins des services secrets américains. Les réseaux tissés entre chefs d'entreprises et personnel politique permettent ainsi à la fois de consolider les collaborations stratégiques entre autorités luxembourgeoises et Washington et de répondre aux projets d'expansion en Europe des multinationales américaines.

Ces transferts transatlantiques d'investissements, souvent qualifié globalement de « défi américain » selon la fameuse expression de Jean-Jacques Servan-Schreiber en 1967, ont également pris la direction inverse. Grace A. Ballor le montre en se fondant sur l'étude d'une enseigne belge de grande distribution, Delhaize « Le Lion ». Les dirigeants de Delhaize participent dans l'après-guerre aux programmes d'assistance technique mis en place par le gouvernement américain, ce qui leur permet de tisser des liens avec des entrepreneurs américains et de se familiariser avec ce marché. Ce fut l'un des facteurs qui poussèrent Delhaize à développer leurs affaires aux États-Unis dans les années 1970 en acquérant un tiers des actions d'un détaillant alimentaire en Caroline du Nord. Augmentant sa participation dans les années 1980, Delhaize rend possible l'expansion fulgurante de l'enseigne qui prend le nom de Food Lion et dispose en 1992 de plus de 800 magasins dans douze États. Cet exemple montre parfaitement que les réseaux d'affaires créés grâce aux programmes étatiques américains des années 1950 ont appuyé les importants flux de capitaux européens investis sur le marché américain durant les décennies

suivantes, intensifiant ainsi la rivalité entre les entrepreneurs des deux côtés de l'Atlantique.

Toutefois, ces derniers ont également été amené à coopérer pour répondre à diverses pressions exercées par leurs gouvernements ou par ceux d'autres régions du monde. C'est ce qu'illustre la contribution de Paul Turberg qui analyse les collaborations des patronats de l'industrie pharmaceutique nord-américaine et ouest-européenne au sein de structures associatives communes, la Fédération internationale de l'industrie du médicament (FIIM) et l'Interpat, pour défendre le système des brevets des médicaments à la fin des années 1960. Grâce à ces partenariats transatlantiques, les dirigeants du secteur ont réussi à désamorcer les initiatives, développées notamment par les autorités politiques des pays non-alignés, visant à favoriser la production de médicaments copiés ou génériques dont les prix auraient ainsi échappé au contrôle des grandes multinationales.

La FIIM et l'Interpat étaient des associations réunissant exclusivement des dirigeants économiques. D'autres structures transatlantiques défendaient également les intérêts des réseaux d'affaires *via* des projets politiques communs développés en étroite association avec des représentants du monde académique : les think tanks, dont il a déjà été question plus haut. La contribution de David Ellwood décortique ainsi le subtil mécanisme de transfert d'idées politiques et économiques depuis les États-Unis vers le gouvernement de Margaret Thatcher, transfert qui s'appuie sur des think tanks néolibéraux, tels que le Heritage Foundation, l'Institute for Economic Affairs ou le Center for Political Studies. C'est en partie par les réseaux des think tanks que les approches des dirigeants économiques américains influencent, par le pouvoir de l'exemple, les grandes réformes des institutions britanniques défendues par la « Dame de fer ».

Ce sont donc ces mêmes think tanks, qui ont relié le gouvernement britannique à certaines idées politiques et économiques circulant aux États-Unis durant les années 1970, et qui s'engagent depuis 2018 en faveur du projet d'un accord de libre-échange post-Brexit. Force est ainsi de constater que les contacts noués entre milieux d'affaires, scientifiques et philanthropiques durant la période de la Guerre froide s'inscrivent dans une perspective de longue durée et continuent aujourd'hui d'alimenter « la nébuleuse » des réseaux transatlantiques.

Janick Marina SCHAUFELBUEHL
et François VALLOTTON
Université de Lausanne